

**Accord collectif national**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE  
PRÉVOYANCE DES SALARIÉS AGRICOLES NON CADRES  
(AIN)**

---

ACCORD DU 10 JUILLET 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS0997225M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ain ;

Le syndicat des producteurs horticoles et pépiniéristes de l'Ain ;

Le syndicat des entrepreneurs du territoire de Rhône-Alpes (ex-entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers de l'Ain) ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (FDCUMA) de l'Ain,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

Le syndicat des salariés agricoles de l'Ain CGT ;

Le syndicat des salariés agricoles de l'Ain CGT-FO ;

Le syndicat des salariés agricoles de l'Ain CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent accord est un accord autonome de la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles, les entreprises de travaux agricoles et les coopératives d'utilisation de matériel agricole de l'Ain du 8 décembre 1999.

Les partenaires sociaux conviennent que les dispositions de l'article 26 de la convention collective de travail des exploitations de travaux agricoles du département de l'Ain du 8 décembre 1999 seront abrogées à compter de la date d'application du présent accord.

Cet accord a pour objectif de faire bénéficier les salariés compris dans le champ d'application du présent accord d'une couverture prévoyance supérieure à l'accord régional du 6 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres de la production agricole de Rhône-Alpes.

Conformément à l'article 5 de l'accord régional, les partenaires sociaux souhaitent améliorer les garanties du socle régional.

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Champ d'application professionnel et territorial*

La présente convention détermine les rapports entre employeurs et salariés des exploitations et entreprises agricoles qui ne sont pas des entreprises publiques soumises à un statut législatif ou réglementaire à savoir :

- les exploitations agricoles, de quelque nature qu'elles soient, se livrant à des productions végétales ou animales ;
- les entreprises de travaux agricoles ;
- les coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Elle régit tous les travaux effectués dans tous les établissements représentés par des bâtiments d'exploitation ou des bureaux situés sur le territoire du département de l'Ain.

### **Article 2**

#### *Entrée en vigueur*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 si son arrêté d'extension est publié avant cette date.

En tout état de cause, le présent accord s'imposera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 aux employeurs et salariés ressortissant à des entreprises adhérentes aux organisations signataires.

Le présent accord pourra, préalablement à son extension, être appliqué de manière volontaire par l'ensemble des employeurs et salariés ressortissant à des entreprises non adhérentes aux organisations signataires.

Les partenaires sociaux se réservent le droit de renégocier le contenu du présent accord si les circonstances en démontrent l'utilité.

Le régime établi par le présent article ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet.

### **Article 3**

#### *Salariés bénéficiaires*

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés relevant du champ d'application précité et répondant aux conditions d'ancienneté prévues pour chacune des garanties telles qu'elles sont décrites à l'article 5 de l'accord régional du 6 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres de la production agricole de Rhône-Alpes, à l'exclusion :

- du personnel d'encadrement ressortissant de l'avenant n° 4, conclu le 27 septembre 2000, de la convention collective des salariés des exploitations agricoles de l'Ain du 8 décembre 1999 et relevant de la caisse

de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;

– des VRP.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert l'ancienneté requise.

## **Article 4**

### *Garanties*

Les dispositions du présent accord s'appliquent en complément des dispositions de l'article 5 de l'accord régional du 6 juillet 2009.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 5 de l'accord régional du 6 juillet 2009, les partenaires sociaux, dans la volonté d'améliorer les garanties du socle régional, décident d'adopter et d'adhérer à l'option offerte par l'annexe I dudit accord, à savoir le maintien du salaire net avec intégration de la mensualisation.

Option maintien du salaire net et intégration de la mensualisation :

Les indemnités journalières en cas d'incapacité temporaire intègrent la durée des versements à la charge des employeurs.

Le salarié doit justifier de 1 an d'ancienneté au titre du contrat de travail en cours.

Elles s'ajoutent aux indemnités journalières versées par la MSA. En tout état de cause, le cumul des indemnités perçues au titre de la MSA et du régime de prévoyance ne pourra excéder 100 % du revenu net d'activité.

L'indemnisation sera calculée de telle sorte que, pour chaque journée indemnisée, le salarié perçoive une indemnisation égale à 100 % du salaire net (salaire brut – cotisations salariales, à l'exclusion de la cotisation frais de santé) qu'il aurait perçu s'il ne s'était pas trouvé en arrêt de travail, l'indemnisation complémentaire étant calculée sous déduction des indemnités journalières légales nettes de CSG et de CRDS.

La durée du versement des prestations est égale à la durée de versement des indemnités journalières légales.

Un délai de franchise fixe de 7 jours est appliqué.

Les partenaires sociaux s'engagent à se réunir dans les 3 mois qui suivent la remise en cause, révision ou dénonciation de l'accord régional du 6 juillet 2009 dont cette garantie optionnelle dépend.

## **Article 5**

### *Gestion du régime de prévoyance*

Conformément à l'article 3 de l'accord régional du 6 juillet 2009, la gestion du régime de prévoyance, comprenant le socle régional et la garantie améliorée, est confiée en coassurance à Agri-Prévoyance à hauteur de 60 % et ANIPS Groupama à hauteur de 40 %.

AGRICA Agri-Prévoyance, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8.

ANIPS Groupama, 8-10, rue D'Astorg, 75008 Paris.

Les modalités et conditions de gestion s'effectuent selon les dispositions fixées dans la convention de gestion régionale conclue entre l'organisme assureur et les partenaires sociaux signataires de l'accord régional.

## **Article 6**

### *Adhésion et antériorité*

Tout employeur ayant une activité définie à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord est tenu d'adhérer, pour l'ensemble des salariés concernés à l'article 3 du présent accord, à AGRICA Agri-Prévoyance-ANIPS Groupama en application des modalités fixées entre les partenaires sociaux et l'organisme désigné dans le présent accord.

Toutefois, les entreprises disposant déjà d'un accord de prévoyance au jour de la signature de l'accord, comprenant l'ensemble des garanties définies à l'article 4 pour un niveau de prestations supérieur, peuvent ne pas remettre en cause leurs propres garanties et ne pas rejoindre l'organisme désigné dans le présent accord.

L'obligation de rejoindre totalement ou partiellement l'organisme désigné pour tout ou partie du régime départemental de prévoyance ne peut pas être exigée avant l'entrée en vigueur du présent accord.

Au cas où une entreprise, notamment du fait de la souscription antérieure à la date de signature du présent accord d'un régime de prévoyance comportant des garanties globalement supérieures à celles définies dans le présent accord auprès d'un autre organisme assureur, viendrait à rejoindre après l'entrée en vigueur du présent accord le régime départemental de prévoyance, une pesée spécifique du risque représenté par cette entreprise ou établissement serait réalisée afin d'en tirer les conséquences au regard de la mutualisation professionnelle.

Dans ce cas, les organismes assureurs calculeront la prime nécessaire à la constitution des provisions correspondantes et à la sauvegarde de l'équilibre technique du régime professionnel.

Au jour de l'entrée en vigueur du présent accord, le régime départemental de prévoyance s'appliquera obligatoirement aux employeurs et aux salariés bénéficiaires entrant dans le champ d'un accord d'entreprise ne comprenant pas l'ensemble des garanties définies à l'article 4 ou pour un niveau de prestations égal ou inférieur. Dans cette hypothèse, les entreprises et les salariés concernés doivent rejoindre l'organisme désigné dans le présent accord pour les garanties définies à l'article 4 et appliquer les dispositions correspondantes.

## **Article 7**

### *Cotisations*

### **Article 7.1**

#### *Assiette*

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés définis à l'article 3 du présent accord sur la base des rémunérations brutes, limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

## **Article 7.2**

### *Taux de cotisations et répartition*

Les taux du présent accord s'appliquent en complément des dispositions de l'article 7.2 de l'accord régional du 6 juillet 2009.

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux de cotisation destiné au financement des garanties optionnelles prévues à l'article 4 est de 0,71 % tranches A et B.

Les partenaires sociaux ont convenu d'une répartition comme suit :

	TAUX GLOBAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Incapacité temporaire :			
– garantie conventionnelle	0,15 %		0,15 %
– mensualisation	0,41 %	0,41 %	
– charges sociales	0,15 %	0,15 %	
Total	0,71 %	0,56 %	0,15 %

La couverture des prestations incapacité temporaire défini à l'article 4 est assurée par une cotisation fixée à 0,15 % et prise en charge intégralement par les salariés sur leur participation globale.

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de la MSA par AGRICA Agri-Prévoyance-ANIPS Groupama et financées par la cotisation assurance des charges sociales.

Le taux de cotisation est garanti par AGRICA Agri-Prévoyance-ANIPS Groupama pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## **Article 7.3**

### *Collecte*

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte de AGRICA Agri-Prévoyance-ANIPS Groupama selon les modalités définies entre AGRICA Agri-Prévoyance-ANIPS Groupama et la MSA.

## **Article 7.4**

### *Suspension du contrat de travail*

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande auprès d'AGRICA Agri-Prévoyance-ANIPS Groupama et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur ou tout organisme s'y substituant et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail autre que maladie et accident, d'une durée supérieure à 1 mois civil donnant lieu à complément de salaire par l'employeur ou tout autre organisme s'y substituant, le bénéfice de la garanties incapacité permanente est maintenu avec versement des cotisations correspondantes par l'employeur et le salarié. Toutefois, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

## **Article 8**

### *Clause de réexamen*

La révision des garanties optionnelles de l'accord régional couvertes par le présent accord est soumise à la révision de l'accord régional du 6 juillet 2009.

## **Article 9**

### *Dénonciation*

L'accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties.

Les modalités de dénonciation sont celles définies à l'article L. 2261-9 du code du travail.

Le présent accord pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter de la fin du préavis.

## **Article 10**

### *Formalités administratives*

Le présent accord sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent accord.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 10 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)